



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE  
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

**Secrétariat  
général**

**Direction  
générale des  
ressources  
humaines**

Secrétariat  
permanent du Comité  
technique du  
Ministère de  
l'Enseignement  
supérieur et de la  
recherche

## **CTMESR**

### **COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**20 décembre 2019**

Compte rendu établi par le  
secrétariat permanent du  
Comité technique ministériel de  
l'Enseignement supérieur et de la recherche  
sur la base du relevé effectué par  
le sténotypiste présent lors de la séance.

**Etaient présents :**

**Pour l'Administration :**

Pierre COURAL, Président  
Thierry REYNAUD, DGRH A1  
Catherine KERNEUR, DGESIP A1-2  
Caroline PASCAL, Doyenne de l'IGEN  
Emmanuel DOSSIOS, DGRH A1-2

**Pour les organisations syndicales**

**Au titre du SNPTES :**

Xavier DUCHEMIN  
Céline LARGIER VIE

**Au titre du SGEN-CFDT :**

Franck LOUREIRO DA FONSECA

**Au titre de l'UNSA :**

Martine SAMAMA

## SOMMAIRE

1. Désignation du secrétaire adjoint de séance .....	4	
2. Approbation du PV du CTMESR du 8 juillet 2019.....	7	
3. Projets de textes .....	7	
Décret relatif à l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche et portant modification du code de l'éducation, du code du sport et du code du patrimoine .....		7
Décret portant déconcentration des autorisations d'ouverture des formations préparant au diplôme national des métiers d'art et du design conférant le grade de licence, au diplôme supérieur d'arts appliqués et aux diplômes du travail social de premier cycle conférant le grade de licence auprès du recteur de région académique.....		8
Arrêté portant déconcentration des décisions d'autorisation d'ouverture des formations préparant au diplôme national des métiers d'art et du design et modifiant l'arrêté du 18 mai 2018 relatif au diplôme national des métiers d'art et du design .....		8
4. Point d'information .....	10	
Circulaire relative au cadre d'expérimentation prévu par l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.....		10

*La séance est ouverte à 9 heures 39 sous la présidence de Pierre COURAL.*

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Je vous remercie d'être présents pour ce qui sera notre dernier Comité technique de l'année. Ce Comité technique fait donc suite au Comité technique de lundi 16 décembre 2019 où avait été constatée l'absence de quorum. Conformément à l'article 46 du décret n°2011-194 : « *Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans un délai de huit jours aux membres du Comité, qui siège alors valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de représentants du personnel présents. Il ne peut alors être fait application des dispositions par l'article 48.* » L'article 48, c'est celui qui concerne les votes défavorables unanimes.

### **1. Désignation du secrétaire adjoint de séance**

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Nous allons donc désigner le secrétaire adjoint de séance. Lundi, le secrétaire adjoint de séance, c'était le SNPTES, donc ça se joue entre l'UNSA et la CFDT. Merci, Madame Samama de l'UNSA, de l'accepter. On va essayer de faire en sorte que ce soit aussi simple que possible.

Voici l'ordre du jour. On va approuver le PV de notre CT de juillet dernier. On a trois textes à examiner : un décret relatif à l'inspection générale, et je remercie Caroline Pascal d'être présente, un décret portant déconcentration des autorisations d'ouverture des formations pour le diplôme national des métiers d'art et du design et l'arrêté qui suit ce décret.

On a un point d'information qui est la circulaire relative au cadre d'expérimentation sur les établissements expérimentaux. J'avais indiqué lors de notre précédent CT qu'on reporterait ce point pour qu'on puisse en débattre de façon plus collective. Toutefois, comme je suis tenu par les textes de présider ce CT sur le même ordre du jour, je vous propose d'en faire une présentation rapide et synthétique et ensuite on soumettra une motion aux organisations syndicales, leur demandant si elles souhaitent que le débat soit renvoyé à un CT qui se tiendra le 23 janvier et dans lequel nous examinerons également les suites données par le CHSCT ministériel sur les dissolutions de COMUE. Je pense que ça peut être intéressant de parler de ces deux sujets de façon rapprochée, puisqu'ils ne sont pas sans lien l'un avec l'autre.

Est-ce qu'il y a des déclarations préalables de la part de certaines organisations syndicales avant de commencer notre ordre du jour ? Monsieur Duchemin, je vous en prie.

## **M. DUCHEMIN, SNPTES**

On n'en avait pas prévu au départ, vu qu'on savait qu'on serait en petit comité, mais on a quand même été interpellé hier par le discours du Premier Ministre sur le fait qu'il ait annoncé que seuls les enseignants, les enseignants-chercheurs et les chercheurs verraient leur indemnitaire évoluer. Ça nous a choqué, même si ça reste dans le sens de ce qui avait été fait précédemment, mais on tient à rappeler devant le CT que les personnels d'IATSS et ITA ne sont pas les grands riches de la prime au niveau de l'ensemble de la fonction publique et qu'il faudrait ne pas les oublier. Même si, comme on l'a déjà dit, la revalorisation des systèmes indemnitaires des enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs est une priorité, ce n'est pas parce qu'il y a une priorité qu'il faut en exclure les autres personnels qui font fonctionner nos beaux ministères.

## **M. LOUREIRO DA FONSECA, SGEN-CFDT**

Pour la CFDT, le gouvernement doit revoir son projet de réforme des retraites. On réagit aux propos tenus récemment par le Premier ministre, en particulier parce que nous ne pouvons pas accepter des mesures d'économie.

Nous continuons à rejeter l'idée même d'âge pivot avec malus/bonus et encore moins dès 2022, s'appliquant donc dès la génération 1960. Nous n'acceptons pas non plus qu'un minimum contributif puisse être inférieur au SMIC pour une carrière complète. Nous n'acceptons pas non plus la non-prise en compte de la pénibilité pour les agents de l'enseignement supérieur, de la recherche et de

l'innovation. Nous n'accepterions pas, plus exactement, la non-prise en compte de la notion de pénibilité pour les agents de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Dans le cadre d'une réforme vers un système universel juste et solidaire, tel que voulu par la CFDT, le gouvernement doit prendre en compte des engagements précis pour les agents publics ayant peu de primes à intégrer au calcul de leur pension. C'est le cas en particulier des agents de l'ESRI. Ce n'est pas nouveau. On a déjà eu l'occasion d'exprimer ces inquiétudes ici dans ce Comité technique.

Pour cela, nous rappelons que le gouvernement doit mener une revalorisation permettant de compenser la nouvelle règle du calcul, et ce pour l'ensemble des personnels. Il doit clarifier ses intentions et engagements budgétaires, sortir d'une période où les annonces en la matière varient chaque jour et renoncer à des modes de revalorisation qui impliqueraient des missions nouvelles ou une augmentation du temps de travail des agents.

Le renouvellement des politiques salariales dans la fonction publique et dans notre ministère en particulier est par ailleurs indispensable, mais il doit aussi permettre une revalorisation au-delà de la compensation des effets d'un changement de règle de calcul des pensions. Cela était prévu dans le cadre de la loi de programmation pour la recherche. Pour le SGEN-CFDT, il n'est donc pas question que la revalorisation des carrières se confonde avec la compensation financière liée au nouveau mode de calcul des pensions. Il s'agit bien pour nous de deux dossiers distincts, qui doivent donc faire l'objet de deux enveloppes distinctes.

Les ambitions affichées par le Président de la République, le Premier ministre et la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ont créé une très forte attente chez nos collègues. La déception pourrait se transformer en colère si les annonces se situaient très ou trop en deçà des attentes. Merci.

#### **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Mme SAMAMA pour l'UNSA.

#### **Mme SAMAMA, UNSA**

Je n'ai pas prévu de faire de déclaration, puisque je savais que de toute façon on serait en comité vraiment très restreint, mais bien évidemment, puisque je suis Secrétaire générale d'un syndicat de BIATSS, je reviens sur la partie qui concerne les retraites et sur celle de la revalorisation des personnels, en sachant bien entendu que, comme nous l'avions demandé à la Ministre et comme elle nous l'a assuré, il n'y aurait pas d'ambiguïté entre la revalorisation LPPR et la revalorisation retraite.

Là, encore une fois, on s'assurera de la même façon que cet engagement soit bien respecté et surtout que nos collègues BIATSS dans tous les secteurs de l'ESR, mais aussi des EPLE ou de l'Education nationale pour les collègues ITRF, soient bien parties prenantes pour ne rien perdre et ne pas être les punis de ce système de retraite.

#### **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Merci à tous de vos interventions liminaires. Je renouvelle aussi mes remerciements pour votre présence lors de ce CT.

Bien évidemment, vous le savez, le sujet retraite n'est pas directement de la compétence de notre Comité technique, mais je ne fais que reprendre ce qui vous a déjà été dit par la Ministre. Il y a bien deux sujets distincts.

Il y a d'une part la trajectoire de revalorisation salariale qui est prévue, dans nos demandes en tous les cas, dans le cadre de la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche et qui concerne tous les personnels. Je crois que la Ministre l'a redit il y a encore – je ne dirais pas quelques heures, mais quelques jours – à certaines organisations syndicales ici présentes et je pense qu'ils l'ont entendu comme moi. Et puis il y a un deuxième sujet qui est la question de la compensation liée à d'éventuelles pertes liées au changement de régime de retraite. Là, il y a une approche qui sera différenciée par corps, puisque tout le monde n'est pas dans la même situation en termes de compensation.

Il y a une situation particulière qui a été identifiée, qui correspond à un engagement qui a été pris au plus haut niveau de l'Etat et dont je pense qu'on peut tout de même se satisfaire, dans un premier temps au moins, qui est que la situation des personnels enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs a bien été identifiée comme devant faire l'objet de mesures spécifiques, parce que le retard est tel que les mesures de revalorisation qu'on envisage dans la LPPR ne seront jamais à la hauteur de ce qu'il faut faire. Quand on est à moins de 10 % de taux de prime, évidemment c'est très, très peu. On espère donc que dans le cadre de la loi retraite, il y ait des dispositions spécifiques qui permettent d'aborder ces questions-là, qui manifestent et qui traduisent des engagements du gouvernement en la matière.

Ça ne veut absolument pas dire évidemment que la question des BIATSS et des ITA doit être laissée de côté. Cette question-là, pour une partie, sera vue dans un cadre interministériel puisque, comme vous le savez, les filières, notamment AENES ou les filières sociales, seront vues dans un cadre interministériel parce qu'elles sont alignées sur des corps interministériels. Pour les ITA et les ITRF, les B et les C relèvent également, certainement, de ce cadre interministériel.

Nous posons un certain nombre de questions actuellement sur le fait de savoir s'il est totalement justifié de traiter dans un cadre interministériel la situation des catégories A ITRF et ITA qui n'ont pas une équivalence stricte dans le monde interministériel. Je pense par exemple au corps des assistants ingénieurs. J'ai peur que, si c'est vu seulement dans un cadre interministériel, ce soit mal compris, parce qu'il n'y a pas de grille d'analyse qui soit tout à fait identique.

Quant à nos corps d'IE, on peut dire qu'ils s'alignent quand même assez largement sur les attachés et les corps IR ont quand même des spécificités et sont des corps qui recrutent quand même au niveau du doctorat, où la moitié des gens ont en tous les cas un doctorat, et là aussi, on demande qu'il y ait peut-être un regard un peu particulier qui soit fait sur ces cas-là.

Mais je ne peux que confirmer ce que la Ministre vous a dit. Il y a bien deux sujets distincts, tout à fait distincts et avec des enveloppes tout à fait distinctes, qui sont d'un côté une revalorisation salariale pour des mesures d'attractivité des métiers et des carrières dans l'enseignement supérieur et dans la recherche ; et il y a un deuxième sujet qui est un sujet de compensation liée à un risque de perte à plus ou moins long terme, puisqu'on voit bien aussi qu'il y a une analyse par génération qui est relativement délicate à mener. Tout le monde ne sera pas exposé aux mêmes risques de pertes et il faut donc trouver une façon juste de traiter la question.

Il y a néanmoins un lien entre les deux, puisque toute avancée qu'on réussira à faire sur le plan salarial au titre de la revalorisation diminuera la hauteur de la marche à parcourir pour arriver à une bonne compensation, puisque ça veut dire que le point de départ sera plus haut et, dans ce cas-là, la cible est plus proche. Mais c'est très clair que ces deux sujets se traiteront de façon différente.

Je vous propose, si vous en êtes d'accord, de poursuivre notre ordre du jour. Pardon, Monsieur Loureiro, je vous en prie.

## **M. LOUREIRO DA FONSECA, SGEN-CFDT**

Juste une toute petite réaction. Ne vous méprenez pas, mon propos ne s'adressait pas forcément à la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. On a eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises et je pense que cette question-là est assez consensuelle, entre en tout cas mon organisation syndicale et la Ministre, mais je ne suis pas persuadé que ce soit quelque chose qui soit partagé à tous les niveaux de l'Etat, d'où l'importance de l'interpellation de ce matin qu'on porte ici.

J'ai bien entendu que ce n'est pas ici que ça se traite directement. Néanmoins, c'est le Comité technique ministériel des personnels de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, donc comme ça concerne ces personnels-là, ça me paraissait important de le rappeler, mais on le porte aussi bien sûr à d'autres niveaux. On a eu l'occasion au Conseil commun de la fonction publique de le dire et de le redire.

Pour nous, c'est vraiment un sujet important, avec certaines prises de parole, par exemple du Premier Ministre, qui pourraient laisser entendre, mais c'est peut-être... Dans un discours, on ne peut jamais être dans des précisions j'allais dire très fines, dans une granularité très fine. Néanmoins, on a eu quelques inquiétudes lors de certaines expressions publiques qui semblaient un peu embarquer les

deux sujets en même temps et sans forcément les dissocier. Et en même temps, ça peut avoir des inconvénients parfois.

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Je vous donne acte de ces précisions et je vous en remercie. Je vous propose, si vous le voulez bien, de poursuivre notre ordre du jour.

### **2. Approbation du PV du CTMESR du 8 juillet 2019**

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Nous avons d'abord une approbation de PV de CT à faire, celui du 8 juillet 2019. Qui est pour l'adoption de ce PV ? Unanimité. Merci.

### **3. Projets de textes**

**Décret relatif à l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche et portant modification du code de l'éducation, du code du sport et du code du patrimoine**

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Nous passons donc au point suivant de notre ordre du jour : le décret relatif à l'Inspection générale de l'éducation, du sport, de la recherche et portant modification du code de l'éducation, du code du sport et du code du patrimoine. Si vous voulez bien le rapporter, Madame la Doyenne.

## **Mme PASCAL, Doyenne de l'IGEN**

Bien sûr. Merci à tous d'être là. C'est un décret qui n'est en fait que la suite ou la poursuite du décret précédent, datant de fin septembre, qui crée le corps de l'Inspection générale de l'éducation du sport et de la recherche et qui modifie, à travers deux décrets, le nom dans l'ensemble des textes législatifs. En revanche, il y avait une série de textes réglementaires à modifier ensuite, notamment dans le Code de l'éducation, mais aussi le code du patrimoine et le code du sport et ce décret a pour vocation de modifier les sections qui portaient sur l'IGEN, l'IGAENR, l'IGB, l'IGJIS pour les réécrire, de manière à ce que ce soit l'IGÉSR qui soit présente au sein de ces différentes sections.

C'est notamment et essentiellement le code de l'éducation qui demande à être modifié. Vous avez dans la note de présentation les articles qui ont été retouchés ou qui seront retouchés après l'examen du décret, à la fois pour revenir sur les missions et, dans le fond, c'est le service à travers ce décret qui est véritablement mis en place, qui revient à retoucher certaines de ses missions, non pas retoucher dans le fond, dans le contenu, mais retoucher simplement dans la présentation, de manière à ce que l'ensemble des champs que recouvre l'IGÉSR soit désormais harmonisé.

Il y a donc la première section du code de l'éducation qui renvoie à l'évaluation de la mission de formation continue des adultes. C'est l'objet des articles 241 et 241-2. Ensuite, peut-être la partie la plus importante, qui est la section 2 du code de l'éducation qui renvoie à la description des missions de la nouvelle Inspection de l'éducation, du sport et de la recherche : donc les articles 241-3, -4, -5, -6 et -7, qui sont les articles les plus importants. L'article 241-8, si je ne me trompe, renvoie essentiellement aux procédures applicables au contrôle financier, qui étaient à l'origine celles de l'IGAENR et dont la responsabilité revient maintenant à l'IGÉSR.

Enfin, quelques articles modifient aussi le code du patrimoine, avec un article qui sans doute tendra à disparaître au moment de l'examen du décret, parce que le code du patrimoine lui-même va être revu par le Ministère de la Culture, donc vraisemblablement cet article sera supprimé et quelques éléments également sur le code du sport.

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Effectivement, il s'agit d'un décret relativement technique, puisque c'est un décret qui va simplement mettre en cohérence les différents codes avec ce qui était prévu au niveau législatif, d'où

effectivement le caractère très « point par point ». Je ne dirais pas que c'est un décret peu lisible, mais c'est un décret qui, par nature, fait que l'on change telle chose telle chose. Voilà. Je ne pense pas que ça appelle un grand débat. J'observe qu'on n'a pas reçu de demande d'amendement, mais peut-être y a-t-il de votre part des souhaits d'intervention avant de procéder au vote sur ce décret. Est-ce qu'il y a des observations ? Je vous en prie, Monsieur Loureiro.

#### **M. LOUREIRO DA FONSECA, SGEN-CFDT**

Très rapidement aussi, puisque c'est vrai que c'est un texte essentiellement légistique. En fait, on s'abstiendra sur le texte pour des raisons qu'on a déjà évoquées dans d'autres Comités techniques et à d'autres occasions.

#### **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Merci de cette explication de vote. D'autres interventions ? Non. Dans ce cas-là, je vous propose de mettre le texte aux voix.

Pour : SNPTES, 2

Contre : 0

Abstention : SGEN-CFDT 1, UNSA 1.

Je vous remercie. L'avis a été rendu.

**Décret portant déconcentration des autorisations d'ouverture des formations préparant au diplôme national des métiers d'art et du design conférant le grade de licence, au diplôme supérieur d'arts appliqués et aux diplômes du travail social de premier cycle conférant le grade de licence auprès du recteur de région académique**

**Arrêté portant déconcentration des décisions d'autorisation d'ouverture des formations préparant au diplôme national des métiers d'art et du design et modifiant l'arrêté du 18 mai 2018 relatif au diplôme national des métiers d'art et du design**

#### **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Notre ordre du jour appelle désormais l'examen du décret portant déconcentration des autorisations d'ouverture des formations préparant au diplôme national des métiers d'art et du design conférant le grade de licence, au diplôme supérieur d'arts appliqués et aux diplômes du travail social de premier cycle conférant le grade de licence auprès du recteur de région académique.

#### **Mme KERNEUR, DGESIP A1-2**

Merci, bonjour à tous. Si vous le voulez bien, je peux faire une présentation commune du décret et de l'arrêté.

#### **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Tout à fait. Je pense que c'est aussi simple. Mais on fera deux votes séparés.

#### **Mme KERNEUR, DGESIP A1-2**

Très bien, merci. L'objet de ces deux textes est de programmer, prévoir la déconcentration au niveau des recteurs de région académique des décisions portant autorisation d'ouverture du diplôme national des métiers d'art et du design, du diplôme supérieur d'arts appliqués et des cinq diplômes d'Etat du travail social reconnu grade licence.

A l'origine, il y a le souhait du Secrétariat général du Gouvernement de déconcentrer les décisions administratives individuelles. Vous l'aurez sûrement noté : il y a un lien avec les textes relatifs à l'organisation territoriale de l'Etat sûrement présentés lors des dernières réunions du Comité



technique par le Secrétariat général du Ministère. Il y a un lien également avec les circulaires du Premier ministre de juin 2018 sur les missions des administrations centrales et l'organisation de l'Etat.

Pour donner une illustration, on peut décrire simplement en quoi ça va consister. Ça va revenir à donner l'autorisation aux recteurs de région académique de traiter ces demandes, comme aujourd'hui, tout simplement, ils le font pour les BTS. Vous voyez, ce n'est pas révolutionnaire.

Alors techniquement et juridiquement d'ailleurs, le droit commun prévoit la déconcentration des décisions administratives individuelles par un décret de 1997. Il est prévu des dérogations, qui elles-mêmes sont prises en décret en Conseil d'Etat, qui fixe la liste des dérogations. Il y avait ces dérogations prévues par un décret en Conseil d'Etat pour le DNMADE, le DSA et les cinq diplômes d'Etat du travail social. Donc parallélisme des formes : on prend un décret en Conseil d'Etat pour dorénavant redonner la compétence aux recteurs de région académique.

On est dans le même calendrier que les travaux du Secrétariat général sur l'organisation territoriale de l'Etat. Pour ces derniers textes, c'est donc le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et nous, ce sera le lendemain de la publication et nous passons ce texte en Conseil d'Etat le 14 janvier. On a déjà eu une réunion de travail en décembre. Il sera re-présenté en CNESER le 6 janvier, puisqu'entre-temps on a eu des remarques de la DAJ et, compte tenu des modifications demandées par la DAJ, il est nécessaire de repasser au CNESER.

Vous, aujourd'hui, vous avez la version CNESER, la bonne version du texte qui prévoit les éléments suivants. D'une part, il y a une durée d'autorisation d'ouverture. Pour ceux qui sont membres du CNESER, on a encadré cette durée et on a prévu jusqu'à 6 ans au maximum, tout simplement en se calant sur les vagues d'accréditation. Par ailleurs, on a fait un peu un travail de légistique aussi et on a harmonisé la rédaction des textes, puisque pour certains, le DSA c'était plus ancien dans le code de l'éducation par rapport au DNMADE de 2018. Bref, on a rédigé de la même manière les dispositions au moment où on a pris cette mesure de déconcentration depuis la Ministre vers les recteurs de région académique demain.

Je suis à votre disposition si vous avez des questions.

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Deux mots avant d'ouvrir le débat de l'autre côté de la table. Vous pourriez vous interroger sur pourquoi est-ce qu'on passe en CT quelque chose qui est lié à un diplôme. Je suis bien d'accord, ce n'est pas de la compétence du CT.

En revanche, dans la mesure où il s'agit d'une déconcentration auprès du recteur et que ça renvoie donc à la question de l'organisation territoriale et sous ce seul angle-là – donc on n'a pas à discuter ici de ce qu'est le calibrage ou les modalités du diplôme, ce n'est pas notre compétence – il nous a semblé que dans la mesure où il y avait un renforcement de la déconcentration au niveau du recteur de région académique et qu'on revenait donc un peu dans le droit commun finalement du décret de 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, ça méritait de vous être présenté.

J'avoue qu'on est un petit peu sur la limite, parce que est-ce qu'on a un impact direct sur l'organisation des services ? Oui, peut-être un peu. Non, pas forcément de façon très, très évidente. Sous cette réserve-là, on peut engager la discussion, mais je précise bien qu'elle ne vaut que sur la question de la déconcentration auprès du recteur. C'est une prise d'acte de ces décisions nouvelles qu'il ne traitait pas jusqu'à présent, puisque c'était traité effectivement au niveau de la Ministre, comme vous venez de le rappeler.

Est-ce qu'il y a des demandes d'intervention sur ce texte, enfin, sur les deux textes en fait ? On fera deux votes séparés. Monsieur Loureiro.

## **M. LOUREIRO DA FONSECA, SGEN-CFDT**

Là aussi, très rapidement. Malgré les modifications apportées par la DAJ, il n'y a pas une modification de fond par rapport au texte qui nous avait été présenté au CNESER. On a eu l'occasion à l'époque de faire quelques remarques, concernant en particulier la place des professionnels, le fonctionnement

des binômes, la façon dont les choix aussi allaient être effectués au niveau des académies en lien avec les différents acteurs. On avait émis un vote favorable sur ces textes au CNESER. On fera donc la même chose au CTMESR en toute cohérence.

**Mme SAMAMA, UNSA**

Oui, c'est aussi une explication de vote, parce que je n'étais pas au CNESER du 15 octobre qui a regardé le texte et, comme vous l'avez précisé, on n'est pas là pour regarder le détail du texte. Je sais que mon collègue, Jean-Pascal Simon, avait demandé effectivement à ce qu'il y ait un cadrage un peu plus serré. Là, je vais être basique. C'est-à-dire qu'à partir du moment où il y a eu cet effort-là, nous ne voterons pas contre et on s'abstiendra sur ce vote-là.

**M. COURAL, PRÉSIDENT**

Merci pour cette explication de vote. Madame Samama.

**M. COURAL, PRÉSIDENT**

Monsieur Duchemin, une explication de vote.

**M. DUCHEMIN, SNPTES**

Oui, une explication rapide. On avait voté pour les textes au CNESER. Je ne vois pas l'intérêt de revenir sur ce que nous avons fait.

**M. COURAL, PRÉSIDENT**

Parfait. Ecoutez, dans ce cas-là, je vais mettre de façon séparée, d'abord le premier texte : le décret portant déconcentration auprès du recteur de région académique des autorisations d'ouverture des formations etc. Je ne lis pas tout le reste. Qui est pour ?

Pour : SGEN-CFDT 1, SNPTES 2.

Contre : 0

Abstention : UNSA 1.

Nous faisons le vote sur l'arrêté, à moins que ce soit les mêmes votes ? Est-ce qu'on peut considérer que c'est les mêmes votes ? Donc pour : 1 CFDT, 2 SNPTES. Abstention : 1 UNSA.

Je vous remercie.

**4. Point d'information**

**Circulaire relative au cadre d'expérimentation prévu par l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche**

**M. COURAL, PRÉSIDENT**

Je vous propose de passer à une présentation que va faire Thierry Reynaud. Juste avant de se lancer dans la présentation. Puisque je suis tenu de faire cette présentation juridiquement pour respecter le fait que c'est le même ordre du jour, donc on va faire le même ordre du jour. On va vous faire une présentation relativement synthétique. Evidemment, vous serez parfaitement libres de réagir, mais est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on se dise qu'on poursuivra cette réunion dans un CT qui pourrait être le 23 janvier 2020, dans un cadre plus collectif ? Dans ce cas-là, on va faire la présentation, vous ferez un premier tour de réaction, on essaiera peut-être de répondre à un certain nombre de choses, mais à un moment, je proposerai et je vous soumettrai un avis proposant la poursuite de la discussion –au CT du 23 janvier.

## **M. REYNAUD, DGRH A1**

Merci. Tout est parti de l'article 52 de la loi du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance, qui permet désormais à un EPSCP d'expérimenter de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et de leur regroupement, d'expérimenter de nouvelles modalités de coordination territoriale et de nouveaux modes d'intégration. C'est sur la base de cet article 52 que l'ordonnance du 12 décembre 2018 a été prise pour ouvrir ainsi cette possibilité d'expérimenter de nouvelles formes de rapprochement et de fusion.

La circulaire qui vous est présentée aujourd'hui a été prise à l'initiative de la DGRH, car en fait on a très vite ressenti la nécessité de cadrer un peu plus les choses en matière de gestion des ressources humaines, dès les premiers échanges que nous avons eus avec les établissements volontaires pour se lancer dans l'expérimentation. Cette circulaire est donc en quelque sorte le fruit des premières expériences des études des premiers statuts d'établissements expérimentaux.

Ainsi, lorsque l'on reçoit la première version du projet de statut d'établissement expérimental, nous nous attachons d'abord à vérifier – et ça n'a pas toujours été le cas – que l'ensemble des actes RH a bien été exhaustivement pris en compte par les différentes instances sous leurs nouvelles appellations et nouvelles organisations d'une part et d'autre part que le processus de décision qui conduit à ces actes reste bien cohérent.

Par ailleurs, nous nous assurons que la créativité en matière d'instances réponde toutefois aux garanties apportées à la gestion de certains corps. Ainsi, pour les enseignants-chercheurs, les principes bien connus de collégialité et de représentation propre et authentique, d'élection, quelquefois de double parité doivent être respectés, quels que soient les nouveaux modes d'organisation. Toute la difficulté est donc de gérer l'apparente contradiction entre la liberté organisationnelle des instances des EPSCP expérimentaux et le respect des procédures décrites notamment dans le décret statutaire du 6 juin 1984 pour ce qui concerne les enseignants-chercheurs.

Cette circulaire met également l'accent sur l'accompagnement au changement, par exemple par des plans d'accompagnement par la nécessaire association des personnels et de leurs représentants au projet de l'établissement expérimental. Elle rappelle *in fine* les différents outils RH qui sont à la disposition des instances pour ce faire et les possibilités ouvertes par l'ordonnance en matière d'instances représentatives du personnel.

Voilà pour une présentation rapide de ce projet de circulaire.

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

On est donc dans une circulaire qui tire un peu les conséquences des différents textes qu'on a vu passer, où on a quand même identifié parfois la nécessité de rappels à la loi, de rappels à la règle, de clarifications. Elle n'est donc ni interprétative ni créatrice de droit évidemment. C'est plutôt une sorte de mode du bon emploi dans l'écriture et la rédaction des statuts, de telle sorte qu'on ait le moins de difficultés possible ensuite sur le plan RH puisque, vous le savez, des établissements expérimentaux ont été créés, mais sous la réserve du respect des règles statutaires. Il faut donc s'assurer que les règles statutaires soient bien respectées lorsque les statuts des établissements nous sont soumis.

## **M. LOUREIRO DA FONSECA, SGEN-CFDT**

Je ne vais pas être très long puisqu'on poursuivra cette discussion lorsque l'on sera en comité un petit peu plus étoffé. Juste quelques remarques.

D'abord, cette circulaire est effectivement bienvenue parce que je pense qu'il y a effectivement bien besoin de rappeler le droit et la règle. Quand on voit déjà ce qui se passe aujourd'hui dans un cadre beaucoup plus réglementé, on a quelques inquiétudes à se faire et en tout cas quelques inquiétudes qui remontent de certaines de nos équipes.

La deuxième remarque pour la CFDT. Je ne vais pas refaire le débat qu'on a eu l'occasion d'avoir à de nombreuses reprises au moment des débats autour de l'ordonnance. Juste quand même, ce qui nous paraît important, c'est à l'issue de la phase expérimentale. Le bilan sera tiré des différentes

expérimentations et surtout, ce qu'on regardera, nous, tout particulièrement, c'est la façon dont le Ministère ensuite validera ou pas un certain nombre de statuts, puisque ce qui nous est dit depuis le début, c'est que tout ce qui pourra être problématique ne fera pas l'objet de signature de la part du Ministère pour rendre définitif un statut d'établissement jusque-là expérimental.

J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion d'exprimer mes doutes concernant non pas la volonté du Ministère, mais plutôt sa capacité à refuser à un moment donné de valider un statut qui aurait été expérimenté pendant de nombreuses années. Je ne souhaite qu'une chose, c'est de me tromper sur les doutes, en tout cas que mes doutes soient rassurés.

## **M. COURAL, PRÉSIDENT**

Ces doutes seront pour nous des sujets de vigilance. Je remplacerai un peu le doute par la vigilance. Il faut assouplir, il faut innover, il faut être créatif, il faut aussi respecter les droits des agents. Il faut respecter les droits des instances, il faut respecter les droits de leurs représentants, il faut qu'on ait des process qui soient correctement cadrés, il faut qu'on sache, quand on met quelque chose en œuvre, comment se prend la décision. Il y a un mode de production de la décision qu'il faut toujours examiner et c'est pour ça qu'on a fait cette circulaire.

Alors, est-ce qu'on sera en capacité de faire tout ? Je ne sais pas. Néanmoins, cette circulaire va plutôt dans le sens de « on veut s'armer pour pouvoir faire les choses ». C'est-à-dire qu'il y a des choses qui seront écrites et lorsque viendra le temps de l'évaluation, je ne doute pas qu'on regarde à un moment ce qui a été écrit et qu'on se dise, par rapport à ce qui a été écrit, est-ce qu'on est en ligne ou pas en ligne ?

Je pense donc qu'on a quand même intérêt à être présents.

Après viendra le temps de l'évaluation, viendra le temps de la décision et ça, c'est la responsabilité aussi politique, qui, là, ne nous appartient pas. Mais nous, on estime que dans nos responsabilités techniques, on a ce pas à faire, qui est en fait la raison pour laquelle on a fait cette circulaire. On aurait pu le faire comme une sorte de guide de bonnes pratiques. On préfère qu'il y ait une circulaire sur laquelle il y a eu un échange syndical, parce que ça lui donne une charge plus forte, sans être évidemment quoi que ce soit d'impératif en la matière.

Ecoutez, je vous propose maintenant de vous interroger juste formellement sur votre accord pour que nous renvoyions la poursuite de notre échange au CT du 23 janvier. Qui est pour cette proposition ? Unanimité. Le point sera donc repris et poursuivi au CT du 23 janvier.

S'il n'y a pas d'autres points à aborder, je vais clore ce comité technique, d'une part encore en vous remerciant de votre présence, en vous souhaitant de très bonnes vacances de Noël et de fin d'année avec vos proches. Prenez des forces, parce que ce que je pressens des premiers mois de l'année dans tous les secteurs, dans tous les compartiments, va être redoutablement chargé. Ce sera donc avec plaisir que nous poursuivrons notre dialogue dès le début 2020.

*La séance est levée à 10 heures 19.*